

Brochure n° 3221

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1278. – PERSONNELS PACT ET ARIM**  
**(Centres pour la protection, l'amélioration**  
**et la conservation de l'habitat**  
**et associations pour la restauration immobilière)**

---

**AVENANT N° 5 DU 25 MAI 2010**  
**RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

NOR : ASET1051239M  
IDCC : 1278

---

**Article 1<sup>er</sup>**

*Portée de l'accord*

1.1. Les accords d'entreprise ne peuvent déroger aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

1.2. Le présent accord vise les organismes et les salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale étendue des PACT-ARIM. En conséquence, il s'applique à l'ensemble du territoire national y compris les DOM.

**Article 2**

*Champ d'application*

Les dispositions de la convention collective nationale faisant l'objet de modifications sont celles de l'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application ».

Le 1<sup>er</sup> alinéa est sans modification :

« La présente convention règle, sur l'ensemble du territoire national, y compris les DOM et les collectivités territoriales de Mayotte (1) et Saint-Pierre-et-Miquelon, les rapports entre employeurs et salariés, dans les associations à but non lucratif et d'un caractère social affirmé ayant pour

but la mise en état d'habitabilité, la restauration, l'équipement, la gestion ou l'acquisition de logements ou locaux existants et l'amélioration de leur environnement, la création de logements et la diffusion des informations de nature à faciliter l'amélioration de l'habitat et le logement des personnes défavorisées, la mise en œuvre d'actions concertées de réhabilitation et de revitalisation des quartiers et des pays, et du cadre de vie et du développement local pour le compte des collectivités locales et territoriales ».

Le 2<sup>e</sup> alinéa est supprimé et remplacé par la nouvelle rédaction :

« Il s'agit notamment des organismes répertoriés à la nomenclature NAF sous les n° 8899A, 8899B, 9499Z (il est précisé que ces codes NAF sont donnés à titre indicatif). »

Le 3<sup>e</sup> alinéa est sans modification :

« Elle est conclue en application du titre III, livre I<sup>er</sup>, du code du travail. »

### **Article 3**

#### *Date d'application*

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à compter du premier jour de la parution au *Journal officiel* de l'avis de l'arrêté d'extension.

### **Article 4**

#### *Dénonciation*

La dénonciation du présent accord pourra être signifiée par l'une quelconque des parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception adressée aux autres parties et elle fera l'objet d'un préavis de 6 mois.

Fait à Paris, le 25 mai 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FNCPACT.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.